

Publications périodiques

Comptes annuels

Bank of Communications (Luxembourg)

Société Anonyme

Comptes annuels audités

Exercice clos le 31 décembre 2017

Bank of Communications (Luxembourg) S.A.

7, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg

R.C.S. : B190369

N° de TVA : LU 272114-41

Rapport de gestion

Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (la « Banque ») a été constituée en tant que Société Anonyme et pour une période illimitée au Grand Duché du Luxembourg le 5 septembre 2014. La Banque a établi son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273, Luxembourg le 5 septembre 2014 et l'a transféré au 7, rue de la Chapelle, L-1325, Luxembourg en mai 2015.

Le capital social de la Banque est de 100 millions d'euros. Il est intégralement détenu par Bank of Communications Co., Ltd. (le « Groupe »).

L'exercice 2017 de la Banque a été marqué par l'ouverture officielle de deux succursales européennes : celles de Rome et de Paris, bénéficiant respectivement de dotations en capital de 30 et 8 millions d'euros. L'établissement de ces deux nouvelles succursales a été facilité par le nouveau passeport bancaire européen dont la Banque a le bénéfice ; de par leur ciblage de leurs marchés domestiques respectifs, ces nouvelles succursales constituent une partie intégrante de la stratégie d'expansion européenne.

Les principales activités de la Banque durant l'exercice 2017 sont restées les prêts aux entreprises (à la fois des prêts syndiqués et des prêts bilatéraux garantis par des banques chinoises), les titres à revenu fixe et les produits associés au financement du commerce. En comparaison avec 2016, la Banque a largement accru sa diversification en termes à la fois de ses investissements et de ses sources de financement.

Compte tenu d'un accroissement du bilan consolidé de près de 25%, la croissance de l'exercice en activité commerciale s'est révélé exceptionnelle, mais la concurrence accrue, les taux d'intérêt bas et les contraintes réglementaires ont mis à mal les marges.

Les informations suivantes aideront à mieux comprendre les conditions d'exploitation de la Banque durant l'exercice 2017 et à fournir des perspectives pour l'avenir.

La Banque présente ci-après ses comptes annuels pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

La Banque n'a fait aucun rachat de ses propres actions et n'a aucune activité de recherche ou développement.

Rapport d'activité

L'environnement macroéconomique

La reprise économique mondiale du milieu de 2016 s'est poursuivie durant 2017, avec une prévision de croissance du PIB, d'après le FMI, d'environ 3,6% grâce notamment aux économies émergentes et plus particulièrement la Chine (+6,8%) et l'Inde (+7%).

En dépit d'une politique monétaire bien accommodante, l'inflation est restée très modeste dans tout le monde développé. Le principal levier de la hausse limitée observée a été la hausse de 25% du prix du pétrole.

Les Etats-Unis sont restés la première économie mondiale et ont presque connu le plein emploi. La Réserve fédérale a initié une normalisation de sa politique monétaire, appliquant par trois fois des mesures de durcissement monétaire pour atteindre des taux interbancaires dans la fourchette de 1,25% à 1,5%.

Les bourses mondiales ont connu des performances excellentes en 2017. L'indice Dow Jones prit 24%, atteignant un haut historique de 24.000 points. Les marchés asiatiques étaient également bien orientés avec une hausse d'environ 20% pour la bourse de Tokyo. La star asiatique fut l'indice Hang Seng de Hong-Kong avec une hausse de plus de 35%.

De l'autre côté de l'Atlantique, pour la troisième année consécutive la zone euro (une cible de la Banque) a surperformé sa tendance historique avec une croissance annuelle de près de 2,2%. Le consensus des analystes tend à confirmer le rebond économique.

La Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi sa politique monétaire très accommodante en rachetant entre 60 et 80 milliards d'euros d'obligations par mois, induisant ainsi des taux durablement négatifs au niveau de la courbe des taux de l'euro à court terme.

Sur les marchés des changes, bien des observateurs et courtiers s'attendaient à un raffermissement du dollar par rapport à l'euro, mais le contraire se produisit. L'euro gagna 14% en l'espace d'un an, sa plus grande hausse depuis 14 ans.

Enfin, on observa le maintien de tensions politiques élevées au niveau notamment de la Corée du Nord, du Moyen-Orient ou même du Brexit.

Les perspectives pour 2018

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale prévoit pour 2018 une croissance du PIB d'environ 2,4% et encore trois mesures de durcissement monétaire chacune d'environ 0,25%. La réforme fiscale (*Tax Cuts and Jobs Act*) initiée par le Président Trump devrait soutenir la consommation domestique, les investissements et la création d'emplois mais risque dans le même temps d'accroître encore la dette nationale qui atteint déjà 100% du PIB américain.

Etant donné les niveaux élevés d'endettement national à l'intérieur de l'eurozone, on n'attend pas de la BCE de provoquer une hausse particulière des taux d'intérêt, mais néanmoins la fin de la détente quantitative devrait intervenir d'ici la fin de 2018.

En ce qui concerne les économies asiatiques, le FMI prévoit une croissance d'environ 6,3% avec une croissance chinoise en retrait mais néanmoins de 6,6%. La réduction du niveau d'endettement reste une priorité politique dans un contexte de contraintes environnementales additionnelles et de contraintes réglementaires pour le marché de l'immobilier. L'Inde devrait éprouver une croissance forte (d'environ 7%) mais l'économie japonaise restera vraisemblablement atone avec environ +0,5% à 1%.

Les incertitudes politiques et géopolitiques susceptibles de générer des risques notamment bancaires ne devraient pas être négligées : entre autres, les élections à venir en Italie, au Brésil ou en Russie, les tensions avec la Corée du Nord ou les difficultés relatives à l'accord sur le Brexit.

Développement commercial

Dans le contexte macroéconomique qui vient d'être décrit, la Banque offre des services financiers ciblant essentiellement les entreprises et les institutions financières et visant à exploiter les opportunités d'affaires induites par la reprise économique mondiale et à cimenter les liens entre la Chine, l'UE et le reste du monde. Dans le prolongement de la stratégie de la maison mère consistant à devenir un groupe bancaire universel de premier ordre ciblant son expansion internationale et une spécialisation en gestion de fortune, ces dernières années la Banque s'est continuellement efforcée d'améliorer son système de gestion stratégique et sa capacité de mise en œuvre de la stratégie, et a obtenu des résultats excellents.

Au 31 décembre 2017, les activités de la Banque comprennent l'émission de certificats de dépôt au bénéfice d'investisseurs institutionnels, l'octroi de financements sous forme de crédits renouvelables, de crédits syndiqués, de crédits schuldschein (selon les règles allemandes), de crédits et découverts bilatéraux et d'effets de commerce, et l'exécution d'opérations de trésorerie telles que les placements interbancaires et les opérations d'investissement et de change. Les risques y afférents ont trait à des industries et/ou profils clients spécifiques nécessitant des efforts supplémentaires, des contrôles forts et une surveillance attentive

afin de protéger l'investissement de la Banque. Des exemples de domaines de financement spécifiques sont les financements aéronautiques, le financement des acquisitions et les effets de commerce.

En 2018, ces domaines de financement spécifiques seront complétés par une activité de cautionnements et garanties. De nouvelles relations seront initiées avec des entreprises sino-européennes si cela pourra faciliter les activités internationales de ces entreprises tout en fournissant un bénéfice pour la Banque et ses succursales.

L'ambition de la Banque est d'atteindre un mix client solide composé de sociétés chinoises et européennes de qualité. Puisque la Banque a besoin d'approfondir son expérience du marché européen, le portefeuille clients comprendra une part importante de clients chinois mais une part progressivement grandissante de clients européens. Dans tous les cas, afin de réduire les risques potentiels la Banque visera des notations internes de 8 au minimum. En outre, la Banque visera des sociétés et/ou des transactions se plaçant dans le cadre du projet de la Ceinture et la Route (nouvelle route de la soie).

Par ailleurs, la Banque aidera des entreprises chinoises de qualité à rechercher des cibles d'acquisition européennes ou internationales et fournira des services de recherche d'investisseurs à des clients européens. De même, elle recherchera des opportunités de vente croisée notamment en Chine. La banque a élaboré une politique appropriée d'investissement en titres avec l'objectif d'investir dans des titres de bonne qualité, et dans les obligations d'émetteurs spécifiques, conformément aux orientations et approbations du siège. Le portefeuille actuel de la Banque comprend des titres cotés entre BBB et AAA. La Banque poursuivra l'alignement systématique de ses procédures de trésorerie sur les exigences réglementaires.

Les indicateurs clés de performance de la Banque sont déterminés au niveau du Groupe et tiennent notamment compte de la rentabilité (produits d'exploitation, résultat d'exploitation après dotations aux provisions, résultat net, produits d'honoraires et commissions), de la qualité des actifs (dépréciations, actifs pondérés), de la liquidité (ratio de liquidité à court terme...) ainsi que de facteurs spécifiques selon les indications fournies par la maison mère (opérations intragroupe, transactions en RMB, initiatives de banque universelle etc.).

Pour l'avenir, la Banque poursuivra ses efforts de développement et d'obtention de nouvelles opportunités d'affaires, et de renforcement de sa croissance solide en ciblant des actifs de qualité peu consommateurs de capitaux. Tout en assurant son développement commercial, la Banque a l'objectif d'améliorer constamment ses procédures de contrôle interne afin d'assurer à ses clients un service fiable de qualité tout en garantissant sa conformité réglementaire.

Rapport financier

Les comptes annuels sont exprimés en euros (soit la monnaie du capital social). L'exercice social de la Banque coïncide avec l'année civile.

Au 31 décembre 2017, l'actif total de la Banque a atteint 968.504.137 euros (2016 : 779.950.115 euros) dont 403.357.874 euros (2016 : 316.574.169 euros) de prêts et avances aux clients, 267.752.367 euros (2016 : 56.919.955 euros) de prêts et avances aux établissements de crédit et 282.828.557 euros (2016 : 395.503.898 euros) d'opérations sur titres aux fins de génération de revenus et de gestion de liquidités.

Au 31 décembre 2017, le passif total de la Banque a atteint 968.504.137 euros (2016 : 691.017.950 euros) dont 878.848.681 euros (2016 : 686.699.459 euros) de dettes envers les établissements de crédit.

Du fait de sa création récente et des frais fixes élevés associés à l'ouverture des deux succursales, la Banque a continué d'encourir un niveau élevé de frais généraux, de sorte qu'au 31 décembre 2017, elle génère une perte de l'exercice de 6.518.888 euros (2016 : 6.792.425 euros) pour des produits d'intérêts totalisant 12.965.863 euros (2016 : 9.493.067 euros). Au 31 décembre 2017, le ratio de liquidité à court terme de la Banque resta solide à 297,63% (2016 : 101,4%), bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 80% au 31/12/2017 et 100% à compter du 01/01/2018, tandis que son ratio de solvabilité se maintint à 18,81% (2016 : 19,85%).

La Banque reste raisonnablement optimiste quant à ses performances financières durant les années qui viennent.

En termes de ses actifs, la Banque s'attend à maintenir la tendance de croissance stable de ses activités principales actuelles, notamment les prêts aux entreprises et établissements financiers et les investissements en titres, tout en améliorant le rendement des actifs.

En termes de ses passifs, la Banque s'attend à renforcer son capital en temps voulu et selon la politique engagée au niveau du Groupe. En termes de ses résultats, la Banque prévoit une croissance soutenue tout à la fois de ses produits financiers (en ligne avec l'expansion de ses actifs) et de ses frais généraux générés tant par ses impératifs de contrôle interne que par l'ouverture de succursales dans d'autres pays de l'UE.

Gestion des risques

La Banque est principalement exposée aux risques de crédit, de liquidité, juridique, de conformité et de réputation et, dans une moindre mesure, aux risques de marché et opérationnel.

Le Conseil d'administration est responsable de l'approbation de la politique des risques et de l'appétit pour le risque de la Banque. Conformément aux principes de bonne gouvernance, sa déclaration relative à la tolérance au risque a été actualisée afin notamment de tenir compte du développement futur des succursales.

Le Conseil d'administration a délégué au département de contrôle du crédit et des risques la responsabilité d'identifier, contrôler et surveiller l'évolution de tout risque financier associé aux opérations engagées sous sa responsabilité. Dans le cadre de ses attributions, celui-ci vérifie la conformité de toute nouvelle transaction, entre autres, à la politique des risques définie. Les risques sont suivis et des comptes rendus sont communiqués à intervalles réguliers à la direction et au Conseil d'administration.

Le cadre de gestion des risques est fondé sur le modèle des trois lignes de défense et sur des revues régulières des expositions et limites de risque définies par le Groupe ou au plan interne par la Banque. De plus, afin de conserver un niveau de risque acceptable pour la Banque, sa fonction de gestion des risques effectue régulièrement des tests de stress et simulations des besoins en capital en fonction de différentes hypothèses de stress.

La Banque a créé les comités suivants de gestion des risques pour les besoins de son exploitation : (1) le Comité actif-passif ; (2) le Comité de gestion des risques ; (3) le Comité de crédit et (4) le Comité d'acceptation de clientèle. Le cadre de gestion des risques à trois lignes de défense de la Banque est le suivant :

- Les départements de développement des affaires, de trésorerie, des institutions financières et des opérations constituent la première ligne de défense ;
- Les départements de contrôle du crédit et des risques, et de conformité, constituent la seconde ligne de défense ;

Ces deux lignes de défense évaluent tous les aspects pertinents des risques de manière indépendante ; ainsi elles contrôlent, mesurent et surveillent les expositions au risque et rendent compte à la direction ;

- La fonction d'audit interne constitue la troisième ligne de défense au moyen d'examen de l'ensemble de la fonction de gestion des risques et de conformité de la Banque.

Des équipes locales de contrôle du crédit et des risques à Rome et à Paris sont rattachées fonctionnellement au Directeur du contrôle du crédit et des risques au Luxembourg. Elles sont responsables de la mise en œuvre des procédures internes définies aux fins de conformité réglementaire locale et suivent par ailleurs les orientations définies par le siège, appliquant pour cela les indicateurs de risque, méthodologies, schémas et procédures déjà en place au siège au Luxembourg.

En matière de contrôle du crédit, ces équipes locales effectuent des analyses autonomes (tenant compte de la déclaration partagée relative à la tolérance au risque) qui sont régulièrement suivies par le siège.

Recrutement

Compte tenu de l'entrée en fonctionnement des deux nouvelles succursales européennes et d'exigences réglementaires toujours croissantes, la Banque a recruté plusieurs responsables de la gestion des risques au niveau des succursales. La Banque a conscience que son cadre de contrôle interne pourra être renforcé tant par des compétences linguistiques améliorées que par le déploiement de systèmes informatiques

additionnels. Les deuxième et troisième lignes de défense de la banque vont continuer à se concerter pour soutenir efficacement la direction centrale et gouvernance interne.

Risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie de la Banque ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les cas de défaut peuvent inclure des retards de paiement, la restructuration d'emprunts et la faillite.

La Banque a établi un mécanisme prudent de gestion du crédit comprenant des règles et critères en matière d'octroi de crédits, un processus d'autorisation des crédits accordés et une politique de gestion des crédits en cours. Au-dessus d'une limite définie, toute demande de crédit doit être examinée par le Comité de crédit de la Banque mais également approuvée par le siège du Groupe. La qualité du portefeuille de crédit est revue fréquemment. De plus, le département de contrôle du crédit et des risques effectue régulièrement des tests de stress afin d'identifier tout besoin additionnel en capital. La Banque s'efforce également d'identifier toute indication de perte de valeur afin d'évaluer l'impact pour ses actifs et flux de trésorerie futurs et constituer toute dépréciation qui pourrait être jugée nécessaire. Enfin, dans le cadre de la mise en application d'IFRS 9 la Banque a élaboré un modèle des pertes attendues couvrant tous les actifs dans le champ d'application de la nouvelle norme.

Risque de marché

La politique en matière de risque de marché et appétit pour le risque est définie conformément à la stratégie de la Banque et à la réglementation applicable. La Banque n'entreprend aucune négociation d'instruments financiers à des fins spéculatives. La Banque a défini un système complet de limites afin de mesurer et suivre ses risques de marché et prévenir et contrôler tout impact adverse des fluctuations du marché en termes de prix, rendement, taux de change etc. Par ailleurs, notre risque de change est limité substantiellement par notre politique consistant à financer nos actifs par des passifs libellés dans la même monnaie.

Le risque de taux d'intérêt subsiste même si la plupart de nos actifs et passifs sont à taux variable. Afin d'évaluer le risque de taux d'intérêt associé avec les activités hors portefeuille de négociation, la Banque a développé un modèle de variance/covariance de valeur à risque permettant d'observer l'impact en capital d'une série de scénarios de stress. Cet outil est progressivement remplacé par des analyses de sensibilité basées sur des variations parallèles de la courbe des taux. En outre, pour la première fois la Banque a effectué un test de stress analysant l'impact en résultat d'une hausse et d'une baisse de 200pb de la courbe des taux.

Afin de se couvrir contre le risque d'une hausse de la courbe des taux américains susceptible de réduire la valeur de notre portefeuille obligataire, la Banque a swappé (avec le Groupe en tant que contrepartie) la part du portefeuille libellé en USD. La Banque n'a recours à des dérivés tels que les swaps de taux que pour ses besoins de couverture de taux d'intérêt.

Risque de concentration

Le risque de concentration est défini comme la probabilité de perte découlant d'une exposition excessive à tout groupe spécifique de contreparties (en termes de secteur, monnaie de dénomination etc.). La Banque surveille et gère son exposition au risque de concentration en appliquant une limite maximale d'exposition et en diversifiant son portefeuille.

Les expositions principales de la Banque sont suivies sur une base journalière ; tout écart détecté ou pressenti se traduirait par une action immédiate de la Banque. En 2017, un problème lié à la procédure d'identification de la ventilation sectorielle des activités de la Banque fut l'objet d'une déclaration à la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

La Banque a demandé à la CSSF d'être exonérée des règles de limites d'exposition au titre de ses transactions intragroupe. Cette exonération a été accordée à la Banque par lettre de la CSSF en date du 13 février 2017.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est la probabilité de perte associée à une situation telle que (1) la Banque ne disposerait pas de suffisamment de trésorerie et/ou d'équivalents de trésorerie pour répondre aux besoins de ses déposants et emprunteurs ; (2) la cession d'actifs illiquides se traduirait par un rendement inférieur à leur juste valeur ; et/ou (3) des actifs illiquides ne pourraient pas être négociés au moment voulu en l'absence d'acheteurs ou de liquidités dans le marché.

Afin de s'assurer de disposer de liquidités suffisantes à ses besoins, la Banque a mis en place un cadre efficace de gestion de ses liquidités. Elle calcule et surveille sur une base journalière des ratios de liquidité tels que son ratio de liquidité à court terme. La situation de liquidité est alors présentée à la direction. La Banque ajuste en permanence le niveau de ses actifs liquides de qualité, en fonction des besoins, et optimise en permanence toute non-congruence de ses échéances. Le risque de liquidité est principalement suivi par le département de trésorerie.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est tout risque d'un changement de valeur occasionné par des pertes dues à des processus, personnes ou systèmes inadéquats ou défaillants ou bien, à des événements externes.

La Banque a basé sa structure de gouvernance du risque opérationnel sur la base du principe des deux paires d'yeux et du modèle des trois lignes de défense. Le risque opérationnel est géré par le département de contrôle du crédit et des risques qui est responsable d'enregistrer, documenter et évaluer l'impact de tout événement créant un risque opérationnel. Afin de sensibiliser les salariés de la Banque à ce titre, un séminaire interne a été organisé durant l'exercice. Quelques incidents mineurs ont été déclarés par des salariés et ont fait l'objet d'un suivi approprié par le département de contrôle des risques.

Risque juridique et de conformité

Le risque juridique et de conformité comprend toute exposition de la Banque à des pénalités légales ou pertes financières ou matérielles occasionnées par l'absence de conformité à la réglementation bancaire, à des procédures internes ou aux meilleures pratiques prescrites.

La politique de conformité de la Banque comprend toutes les mesures, actions et options définies afin de limiter ces risques à un niveau acceptable tout en poursuivant ses objectifs.

Les principaux risques de conformité sont les suivants : (1) risque de violation des règles d'éthique par la Banque ou par ses salariés ; (2) risque de violation des règles légales et réglementaires, ou des meilleures pratiques professionnelles, pouvant se décomposer en :

- Risque associé à l'issue de litiges ;
- Risque associé à la mauvaise interprétation ou non-application des règles de droit s'appliquant à tout contrat ou transaction ;
- Risque associé à l'évolution des lois et règlements ;
- Risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire par suite de manque de conformité avec les lois, règlements, règles, normes et/ou accords contractuels s'appliquant à la Banque.

Risque de réputation

Le risque de réputation est tout risque de perte de crédit ou de réputation de la Banque occasionné par toute publicité adverse fondée ou fausse ou par des défaillances de la Banque au regard des meilleures pratiques professionnelles ou des lois et règlements en vigueur. La Banque vise à prévenir tout mauvais comportement au moyen du respect de ses statuts, de formation continue et de la séparation des tâches.

Approbation des comptes annuels

La perte de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élève à 6.518.888 euros et sera soumise à approbation lors de l'Assemblée générale annuelle. Le Conseil d'administration a approuvé les comptes annuels en date du 04 juin 2018.

Événements postérieurs à la clôture

Depuis la clôture de l'exercice, il ne s'est produit aucun événement susceptible de modifier le contenu de ces comptes annuels.

Bank of Communications (Luxembourg) S.A.

Pour le compte du Conseil d'administration

Shuren ZHANG
Directeur exécutif

Jie ZHUANG
Président du Conseil d'administration

04 juin 2018

Rapport d'audit

Au Conseil d'administration de

Bank of Communications (Luxembourg) S.A.

Rapport sur l'audit des comptes annuels*Opinion*

Nous certifions que les comptes annuels ci-joints sont, au regard des règles et principes comptables luxembourgeois, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Banque comprennent :

- Le bilan au 31 décembre 2017 ;
- Le compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ; et
- Une annexe incluant une description des principaux principes et méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les exigences du règlement (UE) n° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 réglementant la profession d'audit, et des normes internationales d'audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent à ce titre sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance et d'éthique qui nous sont applicables.

Au mieux de nos connaissances, nous déclarons que nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Points clés de l'audit

Nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Valorisation des prêts et avances aux clients

Les prêts aux clients sont un élément majeur du bilan de la Banque représentant 41% du total des actifs. Les opérations de crédit comprennent pour l'essentiel des prêts (y compris des prêts syndiqués) à des entreprises appartenant à des groupes internationaux réputés.

Depuis sa création, la Banque n'a constitué aucune dépréciation individuelle, confirmant ainsi son objectif d'investir principalement au titre d'emprunteurs présentant un risque de crédit faible.

Toutefois, des conditions spécifiques à tel(le) ou tel(le) industrie ou marché seront toujours susceptibles de détériorer la qualité du crédit jusqu'au point de nécessiter la comptabilisation de dépréciations. L'identification des pertes de valeur et le calcul des pertes sur crédits impliquent l'exercice de jugement au sujet d'un certain nombre d'hypothèses et autres facteurs y compris la situation financière de la contrepartie et le montant des flux de trésorerie futurs à risque.

Compte tenu de l'importance du montant des prêts et avances aux clients et des jugements y afférents, la valorisation des prêts et avances aux clients a été considéré comme un point clé de l'audit.

Les informations fournies par la Banque au titre de son risque de crédit et de ses procédures y afférentes sont incluses dans le rapport de gestion (« Risque de crédit ») ainsi que dans les notes 2.3 et 3.3 de l'annexe aux comptes annuels.

Notre réponse

Nous avons évalué et testé les contrôles de la Banque en ce qui concerne l'approbation, la comptabilisation et le suivi (y compris en termes de pertes de valeur) des prêts aux clients.

Nous avons procédé par échantillonnage (approche par les risques). Nos tests de détail des prêts sélectionnés ont consisté entre autres à déterminer :

- S'il existait un contrat de prêt exécutoire et des garanties appropriées ;
- Si le risque de crédit avait été dûment évalué au préalable du prêt et périodiquement par la suite ;
- Si l'évaluation de la Banque reposait sur des sources externes telles qu'agence de notation, informations financières récentes, communiqués de presse ;
- S'il existait des indications de perte de valeur telles que la non-communication d'informations financières récentes (tel que requis par le contrat de prêt), une détérioration du crédit de l'emprunteur, des retards de paiement.
- S'agissant de prêts présentant de telles indications (le cas échéant), nous avons évalué le calcul fait par la direction des montants recouvrables, y compris les hypothèses sous-tendant les dépréciations comptabilisées (flux de trésorerie prévisionnels, garanties éventuelles et estimations des pertes en cas de défaut.

Autres informations

Le Conseil d'administration est responsable des autres informations soit celles incluses dans son rapport en dehors des comptes annuels et de notre rapport d'audit.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas à ces autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à ce titre.

Notre responsabilité en lien avec notre audit des comptes annuels est de lire ces autres informations et d'évaluer si elles paraissent significativement incohérentes par rapport aux comptes annuels ou aux informations obtenues durant notre audit, ou significativement inexactes. Nous devons mentionner tout écart significatif relevé. Nous n'avons pas d'observation à formuler à ce titre.

La responsabilité du Conseil d'administration pour les comptes annuels

Ce sont les administrateurs qui assument la responsabilité tant pour la préparation d'états financiers présentant l'image fidèle et conformes aux exigences légales et réglementaires du Luxembourg en matière de préparation de comptes annuels, que pour les dispositions de contrôle interne jugées nécessaires par les administrateurs aux fins de préparation de comptes annuels exempts d'anomalies significatives résultant de fraude ou d'erreur.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'administration d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si le Conseil d'administration ne dispose d'aucune autre alternative réaliste que de le faire.

La responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraude ou d'erreur. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux exigences du règlement (UE) n° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 réglementant la profession d'audit, et des normes internationales d'audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permette de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent,

prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux exigences du règlement (UE) n° 537/2014, de la loi du 23 juillet 2016 réglementant la profession d'audit, et des normes internationales d'audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, le Réviseur d'entreprises agréé exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'administration, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par le Conseil d'administration de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nous remettons un rapport aux personnes responsables de la gouvernance qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également aux personnes responsables de la gouvernance une déclaration confirmant notre indépendance au sens des règles applicables au Luxembourg. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport aux personnes responsables de la gouvernance figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport à moins d'indication légale ou réglementaire contraire.

Autres vérifications spécifiques

Le rapport d'activité du Conseil d'administration paraît conforme aux comptes annuels et a été préparé en conformité avec les exigences légales applicables.

Notre cabinet a été désigné comme Réviseur d'Entreprises Agréé de la Banque par l'Assemblée générale des actionnaires du 31 mai 2017 et la durée ininterrompue de notre nomination, y compris en termes de désignations et renouvellements antérieurs, a été de 3 ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 04 juin 2018

Björn Ebert

Comptes annuels

Bilan au 31 décembre 2017 (en euros)

Actif	Note(s)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Trésorerie, dépôts avec des banques centrales et postales	3, 4	6 753 210	2 719 279
Prêts et avances aux établissements de crédit :	2, 3, 7	267 752 367	56 919 955
- Payables à vue		28 264 371	9 151 552
- Autres prêts et avances		239 487 996	47 768 403
Prêts et avances aux clients	2, 3	403 357 874	316 574 169
Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes :	2, 3, 5	282 828 557	395 503 898
- Emises par des institutions publiques		128 853 585	189 920 541
- Emises par d'autres emprunteurs		153 974 972	205 583 358
Actifs incorporels	2, 3, 6	251 390	182 247
Actifs corporels	2, 3, 6	3 554 702	1 747 116
Autres actifs	2, 3, 8	700 627	74 470
Charges payées d'avance et produits à recevoir	7, 9	3 305 411	6 228 981
Total actif	14	968 504 137	779 950 115

Passif	Note(s)	31 décembre 2017	31 décembre 2016
Dettes envers les établissements de crédit :	2, 3, 7	878 848 681	686 699 459
- Aux échéances ou avis d'échéance connu(e)s		878 848 681	686 699 459
Autres passifs	2, 3, 8	187 231	49 492
Charges à payer et revenus différés	7, 10	2 495 186	2 229 111
Provisions :		4 559 762	2 039 888
- Fiscales	2, 3, 11	1 069 824	694 853
- Autres	2, 3, 11	3 489 938	1 345 035
Capital souscrit	12	100 000 000	100 000 000
Report à nouveau	12	-11 067 835	-4 275 410
Résultat de l'exercice	12	-6 518 888	-6 792 425
Total passif	14	968 504 137	779 950 115

Compte de résultat de l'exercice 2017 (en euros)

Elément	Note(s)	2017	2016
Intérêts à recevoir et produits similaires	16	12 965 863	9 493 067
Dont : sur valeurs mobilières à revenus fixes		5 876 086	3 849 203
Intérêts à payer et charges similaires		-8 819 243	-5 833 452
Commissions à recevoir	16	289 894	134 603
Commissions à payer		-37 096	-28 469
Bénéfice ou (perte) sur opérations financières	17	4 230 073	-3 604 244
Autres produits d'exploitation	18	1 615 517	77
Frais généraux administratifs		-15 611 981	-6 076 488
Frais de personnel	20	-8 182 667	-3 355 089
Dont :			
- Salaires bruts		-6 277 238	-2 675 563
- Charges sociales		-1 089 629	-353 565
Dont : charges de retraite		-307 916	-149 357
Autres frais administratifs	21, 22	-7 429 314	-2 721 398
Ajustements de valeur sur actifs incorporels et corporels	6	-707 254	-380 799
Impôt sur les résultats		-	-18 190
Autres impôts		-444 666	-478 530
Bénéfice ou (perte) de l'exercice		-6 518 888	-6 792 425

Les notes annexes font partie intégrante de ces comptes annuels.

Annexe

Note 1 – Généralités

Bank of Communications (Luxembourg) S.A. (la « Banque ») a été constituée en tant que Société Anonyme et pour une période illimitée par acte notarié au Grand Duché du Luxembourg le 5 septembre 2014. La Banque a établi son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273, Luxembourg le 5 septembre 2014 et l'a transféré au 7, rue de la Chapelle, L-1325, Luxembourg en mai 2015.

Le 28 octobre 2014, la Banque a obtenu sa licence bancaire complète (n° 56/14) en tant qu'institution de crédit agréée par le Ministère des finances du Luxembourg. Elle est autorisée à fournir tous les services détaillés dans la loi du 5 avril 1993 régissant le secteur financier (ci-après la « Loi bancaire »), y compris des services bancaires commerciaux au bénéfice de ses clients cibles chinois et européens.

Le capital social de la Banque, intégralement libéré à la clôture de l'exercice, s'élève à 100 millions d'euros.

Son capital social est intégralement détenu par Bank of Communications Co., Ltd (le « Groupe »).

Les comptes annuels de la Banque sont consolidés par la société mère, Bank of Communications Co., Ltd (No.188, Yin Cheng Zhong Lu, Pudong, New District, Shanghai, République Populaire de Chine).

Les membres du Conseil d'administration ont été désignés pour trois ans par l'Assemblée générale extraordinaire du 16 avril 2015.

Les comptes annuels sont exprimés en euros (soit la monnaie du capital social).

L'exercice social de la Banque coïncide avec l'année civile.

La Banque possède deux succursales dans d'autres Etats membres de l'UE, l'une en France (la succursale de Paris) et l'autre en Italie (la succursale de Rome).

Note 2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 Préparation et présentation

Ces comptes annuels ont été préparés conformément aux principes comptables généralement acceptés dans le secteur bancaire au Grand Duché du Luxembourg. Les principes comptables et méthodes d'évaluation sont déterminés et appliqués par le Conseil d'administration hormis ceux imposés par les lois et règlements du Luxembourg.

La préparation des comptes annuels nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. Le Conseil d'administration est également amené à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables. Les changements d'hypothèses peuvent avoir un impact significatif pour les comptes annuels de l'exercice où le changement se produit. Le Conseil d'administration estime que les hypothèses actuelles sont appropriées et que les comptes annuels présentent donc une image fidèle de la situation financière et des résultats de la période.

Le Conseil d'administration effectue des estimations, et formule des hypothèses, qui impactent les montants des actifs et passifs lors de l'exercice suivant. Ces estimations et jugements sont évalués de façon continue et sont basés sur l'expérience historique et sur d'autres facteurs y compris la prise en compte d'événements futurs jugée raisonnable eu égard aux circonstances.

2.2 Devises étrangères

La Banque dispose d'un système comptable à monnaies multiples permettant l'enregistrement de ses actifs et passifs dans leur monnaie de dénomination. Pour les besoins de préparation des comptes annuels libellés en euros, les montants libellés en devises étrangères sont convertis en euros comme suit :

- Les actifs et passifs libellés en devises étrangères sont convertis en euros aux taux spot de clôture, à l'exception des actifs incorporels et corporels qui sont convertis en euros aux taux applicables à leurs dates d'acquisition ;
- Les opérations de change spot sont converties en euros aux taux spot de clôture. Les gains et pertes de change associés aux opérations spot non couvertes par des opérations à terme sont comptabilisés en résultat de l'exercice ;

- Les produits et charges libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans leurs monnaies d'origine et convertis en euros aux taux applicables aux dates de transaction.

2.3 Prêts et avances

Les prêts et avances sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les intérêts courus font l'objet d'ajustements au titre des charges payées d'avance et produits à recevoir. La politique de la Banque est de comptabiliser des dépréciations spécifiques selon les circonstances et pour les montants spécifiés par le Conseil d'administration. Ces dépréciations sont déduites des soldes d'actif correspondants et sont extournées si leur justification d'origine n'existe plus.

2.4 Comptes à recevoir

En date de clôture, les comptes à recevoir sont comptabilisés pour leur valeur nominale moins tout ajustement de valeur.

2.5 Comptes à payer

En date de clôture, les comptes à payer sont comptabilisés au passif pour leur valeur de remboursement. Les intérêts courus font l'objet d'ajustements au titre des charges à payer et revenus différés.

2.6 Valeurs mobilières à revenus fixes

Tous les titres détenus par la Banque sont classifiés comme faisant partie de son portefeuille structurel et les primes correspondantes sont incluses au poste « Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes ». Elles sont comptabilisées en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres du portefeuille sont évalués au plus bas de leur coût d'acquisition ou prix de marché. Les dépréciations éventuelles (soit toute différence négative entre le prix de marché et le coût d'acquisition) sont extournées si leur justification d'origine n'existe plus.

2.7 Actifs incorporels et corporels

Les immobilisations non financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. La valeur des actifs incorporels et corporels à durée de vie limitée est amortie linéairement sur leurs durées d'utilisation estimées ou aux taux mentionnés ci-dessous.

Les actifs ne dépassant pas une valeur unitaire hors TVA de 870 euros, et dont la durée de vie économique est inférieure à 12 mois, sont comptabilisés directement en frais généraux administratifs. En cas de perte de valeur durable, les actifs incorporels et corporels font l'objet d'ajustements de valeur indépendamment de leur durée d'utilisation. Les dépréciations éventuelles sont extournées si leur justification d'origine n'existe plus.

2.7.1 Actifs incorporels

La valeur des actifs incorporels est amortie linéairement sur leurs durées d'utilisation résiduelles, en fonction des éléments suivants :

- Licences 5 ans (20%)

2.7.2 Actifs corporels

Les actifs corporels sont ceux utilisés par la Banque pour ses besoins d'exploitation. Ils sont amortis linéairement sur leurs durées estimées d'utilisation résiduelle, en fonction des éléments suivants :

- Ordinateurs 5 ans (20%)
- Agencements et aménagements Durées des baux applicables
(y compris les matériels et le mobilier de bureau)

2.8 Impôts

La Banque est régie par le règlement fiscal général s'appliquent aux sociétés basées au Luxembourg.

2.9 Instruments dérivés

Les dérivés de taux d'intérêt et swaps de taux d'intérêt négociés sur le marché hors cote sont évalués à leur valeur de marché. Les pertes latentes sont comptabilisées dans les autres provisions par le débit du compte de résultat ; il n'est pas tenu compte des gains latents.

Les swaps de taux d'intérêt négociés sur le marché hors cote pour les besoins de couverture des positions de taux de la Banque ne sont pas mis à la valeur de marché à moins de prendre la forme de valeurs mobilières de couverture à revenus fixes incluses dans le portefeuille de placement valorisé au plus bas du coût d'acquisition et de la valeur de marché.

2.10 Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Banque est tenue par une obligation légale ou implicite découlant d'événements passés, s'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de la provision peut être estimé de manière fiable.

Note 3 – Analyse des instruments financiers

3.1 Stratégie en matière d'instruments financiers

Les activités de la Banque ont principalement trait à l'utilisation d'instruments financiers primaires non destinés à la vente.

3.2 Analyse des instruments financiers

3.2.1 Informations relatives aux instruments financiers primaires non destinés à la vente

Les tableaux ci-après analysent les instruments financiers primaires de la Banque en termes de leurs maturités résiduelles. Les instruments financiers de la Banque sont présentés à leur valeur comptable. Au 31 décembre 2017 et 2016 la Banque ne détenait aucun instrument financier primaire destiné à la vente.

Analyse des instruments financiers – instruments primaires non destinés à la vente – valeurs comptables en euros au 31 décembre 2017

Actifs financiers	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Trésorerie, dépôts avec des banques centrales et postales	6 753 210				6 753 210
Prêts et avances aux établissements de crédit	257 417 794	10 000 000		334 573	267 752 367
Prêts et avances aux clients	200 000 000	15 364 917	158 992 957	29 000 000	403 357 874
Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes		68 476 355	214 352 202		282 828 557
Total actifs financiers	464 171 004	93 841 272	373 345 159	29 334 573	960 692 008
Actifs non financiers					7 812 129
Total actifs					968 504 137

Passifs financiers	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit	789 504 647	89 344 034			878 848 681
Total passifs financiers	789 504 647	89 344 034			878 848 681
Passifs non financiers					7 242 179
Total passifs					886 090 860

Analyse des instruments financiers – instruments primaires non destinés à la vente – valeurs comptables en euros au 31 décembre 2016

Actifs financiers	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Trésorerie, dépôts avec des banques centrales et postales	2 719 279				2 719 279
Prêts et avances aux établissements de crédit	9 151 552	47 433 830	-	334 573	55 919 955
Prêts et avances aux clients		47 433 830	234 140 339	35 000 000	315 574 159
Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes		-	385 762 887	9 741 011	395 503 898
Total actifs financiers	11 870 831	94 867 660	619 903 226	45 075 584	771 717 301

Actifs non financiers					8 232 814
Total actifs					779 950 115

Passifs financiers	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes envers les établissements de crédit	307 279 241	175 454 749	203 955 459		686 599 459
Total passifs financiers	307 279 241	175 454 749	203 955 459		686 599 459
Passifs non financiers					4 318 491
Total passifs					691 017 950

3.2.2 Informations relatives aux instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2017, la Banque avait conclu seize swaps de taux d'intérêt afin de couvrir son portefeuille de valeurs mobilières.

Analyse des instruments financiers – dérivés non destinés à la vente – valeurs en euros

Au 31 décembre 2017

	De > 3 mois à 1 an			De 1 an à 5 ans			> 5 ans		Total		
	Notionnel	Juste valeur		Notionnel	Juste valeur		Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	
		Actif	Passif		Actif	Passif				Actif	Passif
Swaps	23 555 407	44 658	-	148 704 745	1 833 093	371 078	-	-	172 260 152	1 877 751	371 078
									Total	1 877 751	371 078

Au 31 décembre 2016

	De > 3 mois à 1 an			De 1 an à 5 ans			> 5 ans		Total		
	Notionnel	Juste valeur		Notionnel	Juste valeur		Notionnel	Juste valeur	Notionnel	Juste valeur	
		Actif	Passif		Actif	Passif				Actif	Passif
Swaps	-	-	-	186 130 349	2 770 656	4 646	9 486 766	261 152	195 617 115	3 031 808	4 646
									Total	3 031 808	4 646

3.3 Risque de crédit

Principe de gestion des risques : comme nous l'avons déjà mentionné, la Banque applique le modèle des trois lignes de défense soit (1^{ère}) les « propriétaires » des risques ; (2^{ème}) les fonctions de suivi des risques ; et (3^{ème}) la fonction d'audit interne (cf. le rapport de gestion).

3.3.1 Description du risque de crédit

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'un emprunteur ou une autre contrepartie de la Banque ne respecte pas ses obligations contractuelles. Les cas de défaut peuvent inclure des retards de paiement, la restructuration d'emprunts et la faillite.

L'objectif de notre gestion du risque de crédit est de maximiser le rendement ajusté au risque de la Banque en limitant ses expositions au risque de crédit à des niveaux acceptables. Le département du contrôle du crédit et des risques surveille et gère le risque de crédit propre à l'ensemble du portefeuille de même que celui au niveau de prêts ou transactions individuels.

3.3.2 Evaluation de l'exposition au risque de crédit

La Banque utilise un éventail de techniques permettant d'évaluer son exposition au risque de crédit. La qualité du portefeuille de crédit est revue au moins mensuellement. De plus, le département de contrôle du crédit et des risques effectue régulièrement des tests de stress afin d'identifier tout besoin additionnel en capital. La Banque s'efforce également d'identifier toute indication de perte de valeur afin d'évaluer l'impact pour ses actifs et flux de trésorerie futurs et constituer toute dépréciation qui pourrait être jugée nécessaire.

3.3.3 Concentration du risque de crédit

La Banque gère et surveille la concentration de son risque de crédit dans son cadre général de gestion des risques.

Les tableaux ci-dessous analysent la concentration de risque de crédit associée à ses instruments financiers (y compris en hors bilan) par région géographique et secteur économique.

Concentration du risque de crédit par région géographique

Région géographique	Dans bilan		Hors bilan		Dérivés de gré à gré	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Asie	366 885 196	389 090 935			6 330 843	7 478 418
Etablissements de crédit	55 365 138	135 180 723			6 330 843	7 478 418
Entreprises	311 520 058	253 910 090				
Gouvernements et banques centrales		122				
UE	451 511 591	222 055 512				
Etablissements de crédit	249 928 026	8 773 050				
Entreprises	141 219 632	152 688 556				
Gouvernements et banques centrales	9 906 534	2 719 157				
Banques multilatérales de développement	46 026 940	52 440 280				
Autres entités	4 430 459	5 434 469				
Reste du monde	153 217 557	169 906 062				
Etablissements de crédit	36 472 988	40 384 568				
Entreprises	83 589 123	91 557 248				
Gouvernements et banques centrales	33 155 445	37 964 246				
Total	971 616 344	781 052 509			6 330 843	7 478 418
Garanties reçues	347 413 561	102 734 577				
Exposition nette	624 200 783	678 317 932			6 330 843	7 478 418

Concentration du risque de crédit par secteur économique

Secteur économique	Dans bilan		Hors bilan		Dérivés de gré à gré	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Banques centrales	43 061 979	40 683 525				
Entreprises	536 328 813	498 155 894				
Etablissements de crédit	341 766 153	184 338 341			6 330 843	7 478 418
Banques multilatérales de développement	46 026 940	52 440 280				
Autres entités	4 430 459	5 434 469				
Total	971 614 344	781 052 509			6 330 843	7 478 418
Garanties reçues	347 413 561	102 734 577				
Exposition nette	624 200 783	678 317 932			6 330 843	7 478 418

Risque de crédit pour les dérivés de gré à gré

	Notionnel		Montants pondérés par le risque		Sûretés/garanties		Exposition nette	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Devises étrangères								
Swaps	172 260 152	195 617 115	6 330 843	7 478 418			6 330 843	7 478 418

3.4 Risque de marché

Le risque de marché est le risque de changements dans les prix de marché, les taux d'intérêt, les taux de change ou d'autres facteurs économiques susceptibles d'occasionner une réduction de la valeur d'actifs individuels ou du portefeuille d'actifs. Le risque de marché peut provenir de positions de marché ouvertes ou non complètement couvertes.

La gestion du risque de marché s'effectue à trois niveaux :

- Approbation de la politique des risques et de l'appétit pour le risque de la Banque effectuée en cohérence avec sa stratégie par le Conseil d'administration, qui exerce par ailleurs une supervision générale ;
- Gestion active au jour le jour, et suivi constant des expositions au risque, par le Directeur du risque de marché et par la direction ;
- Revues indépendantes du risque de marché.

La gestion du risque de change est effectuée pour l'essentiel au moyen du financement de tous les actifs de la Banque non libellés en euros par des passifs libellés dans les mêmes monnaies.

Note 4 – Trésorerie, dépôts avec des banques centrales et postales

Conformément aux exigences de la Banque centrale européenne (ci-après la BCE), la Banque centrale du Luxembourg (ci-après la BCL) a développé un système de réserves minimales obligatoires s'appliquant à tous les établissements de crédit implantés au Luxembourg. La Banque dispose d'un compte courant avec la BCL.

En tant que succursale de la Banque, la succursale de Rome dispose d'un compte courant avec la Banque centrale italienne (BCI) lui permettant de gérer sa liquidité au niveau local.

La Banque disposait des soldes suivants au 31 décembre 2017 :

	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Compte de réserve BCL	3 645 928	2 718 972
Compte courant BCL	846	185
Compte courant BCI	3 106 436	
Compte de réserve PBoC		122
Total	6 753 210	2 719 279

Note 5 – Obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes

Au 31 décembre 2017, les obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes cotées étaient les suivantes :

Portefeuille structurelle	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Eléments émis par des institutions publiques		20 029 721	108 823 864		128 853 585
Eléments émis par d'autres emprunteurs		48 446 634	105 528 338		153 974 972
Total		68 476 355	214 352 202		282 828 557

Au 31 décembre 2016, les obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes cotées étaient les suivantes :

Portefeuille structurelle	< 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Eléments émis par des institutions publiques			189 920 541		189 920 541
Eléments émis par d'autres emprunteurs			195 842 346	9 741 011	205 583 357
Total			385 762 887	9 741 011	395 503 898

Au 31 décembre 2017, la Banque ne détenait aucune valeur non cotée. Les obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes, dont les billets de trésorerie, sont destinées à être utilisées sur une base continue et sont toutes réputées faire partie de notre portefeuille structurel de placement. La valeur de marché des obligations et autres valeurs mobilières à revenus fixes détenues par la Banque s'élève à 283 682 779 euros au 31 décembre 2017 (2017 : 398 841 912).

Note 6 – Immobilisations

	Valeur brute d'ouverture	Acquisitions	Cessions	Valeur brute de clôture	Amortissements d'ouverture	Charge de l'exercice	Amortissements de clôture	Valeur nette comptable de clôture
	€	€	€	€	€	€	€	€
Actifs incorporels	236 572	159 469		396 042	-54 325	-90 327	-144 652	251 390
Dont :								
Licences	236 572	159 469		396 042	-54 325	-90 327	-144 652	251 390
Actifs corporels	2 312 734	2 423 513		4 737 247	-565 616	-616 929	-1 182 545	3 554 702
Dont :								
Agencements/ aménagements	1 382 751	1 405 039		2 787 790	-281 919	-305 310	-587 229	2 200 562
Matériels	6 187	73 558		79 745	-1 840	-12 972	-14 812	64 933

Matériels électroniques	923 795	945 916		1 869 711	-281 857	-298 647	-580 504	1 289 207
Total	2 549 306	2 583 982		5 133 288	-619 941	-707 256	-1 327 197	3 806 092

Note 7 – Soldes avec des parties liées

Au 31 décembre 2017, la Banque détenait les principaux soldes suivants avec des parties liées à son actif :

Actifs	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Prêts et avances aux établissements de crédit	255 079 515	55 130 968
Dont :		
Payables à vue	25 926 092	7 697 138
Autres prêts et avances	229 153 423	47 433 830
Charges payées d'avance et produits à recevoir	219 799	922 130
Total	255 299 314	56 053 098

Au 31 décembre 2017, la Banque détenait les principaux soldes suivants avec des parties liées à son passif :

Passifs	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Dettes envers les établissements de crédit :	878 848 681	545 725 927
- Payables à vue		
- Aux échéances ou avis d'échéance connu(e)s	878 848 681	545 725 927
Charges à payer et revenus différés	2 495 186	2 027 949
Total	881 343 867	547 753 876

Note 8 – Autres actifs et passifs

Au 31 décembre 2017, les autres actifs étaient les suivants :

	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Dépôts de garantie de loyer	700 627	74 470
Total	700 627	74 470

Au 31 décembre 2017, les autres passifs étaient les suivants :

	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Frais administratifs à payer	187 231	49 492
Total	187 231	49 492

Note 9 – Charges payées d'avance et produits à recevoir

Au 31 décembre 2017, les charges payées d'avance et produits à recevoir étaient les suivants :

	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Intérêts courus à recevoir	3 130 281	3 013 905
Intérêts payés d'avance		55 471
Autres charges payées d'avance	175 130	3 159 605
Total	3 305 411	6 228 981

Les autres charges payées d'avance représentent les frais d'établissement des succursales.

Note 10 – Charges à payer et revenus différés

Au 31 décembre 2017, les charges à payer et revenus différés étaient les suivants :

	31 décembre 2017 Solde en €	31 décembre 2016 Solde en €
Intérêts courus à payer	2 480 372	2 098 570
Commissions différées	14 814	130 541
Total	2 495 186	2 229 111

Note 11 – Provisions

	31 décembre 2017	31 décembre 2016
--	------------------	------------------

	Solde en €	Solde en €
Provisions pour impôts	1 069 824	694 853
Provisions pour frais généraux administratifs	3 118 860	1 345 035
Juste valeur négative des swaps de taux d'intérêt	371 078	
Total	4 559 762	2 039 888

La Banque est redevable de taxes sur son patrimoine, ses bénéfices et sa valeur ajoutée. Les passifs fiscaux sont inclus au bilan dans les provisions fiscales lesquelles atteignaient 1 069 824 euros au 31 décembre 2017 (2016 : 694 853 euros).

Note 12 – Capital souscrit

	Capital souscrit €	Réserves €	Report à nouveau €	Perte de l'exercice €
Solde au 31 décembre 2016	100 000 000		-4 275 410	-6 792 425
Appropriation de la perte de l'exercice précédent			-6 792 425	
Perte de l'exercice			-	-6 518 888
Solde au 31 décembre 2017	100 000 000		-11 067 835	-6 518 888

Le capital social émis par la Banque s'élève à cent millions d'euros ; il comprend cent millions d'actions d'une valeur nominale d'un euro par action.

L'appropriation du résultat de l'exercice 2016 a été approuvée par l'Assemblée générale du 31 mai 2017.

Note 13 – Réserves

En vertu du droit luxembourgeois, la Banque est tenue de transférer au moins 5% de son bénéfice annuel à une réserve légale non distribuable et ce jusqu'à ce que ladite réserve légale atteigne 10% du capital souscrit. Au 31 décembre 2017, la réserve légale a un solde de zéro euro du fait de l'absence de bénéfice depuis la création de la Banque.

Note 14 – Position de change

Au 31 décembre 2017, le montant total des actifs et passifs de la Banque libellés en devises étrangères s'élève respectivement à 481.143.871 et 454.351.720 euros (2016 : 490.555.193 et 494.291.474 euros).

Note 15 – Engagements hors bilan

Au 31 décembre 2017, le montant des engagements hors bilan irrévocables non appelés était de zéro euro (2016 : zéro euro).

Note 16 – Répartition géographique des produits

En 2017, la répartition géographique des produits de la Banque était la suivante :

	2017 €	2016 €
Asie	6 408 506	5 666 032
UE	3 551 278	1 885 023
Reste du monde	3 295 973	2 076 615
Total	13 255 757	9 627 670

Note 17 – Bénéfice ou perte sur opérations financières

Pour 2017, le résultat sur opérations financières a été le suivant :

	2017 €	2016 €
Résultat net sur valeurs mobilières	1 788 808	-41 583
Ajustement de valeur du portefeuille structurel	1 931 693	-3 598 619
Résultat réalisé sur instruments dérivés	692 374	
Résultat de change	188 277	35 957
Résultat latent sur instruments dérivés	-371 079	
Total	4 230 073	-3 604 244

Note 18 – Autres produits d'exploitation

Au 31 décembre 2017, les Autres produits d'exploitation de 1 615 517 euros comprennent pour l'essentiel un remboursement de TVA de 509 779 euros ainsi que des redevances de services partagés facturées par la Banque à Bank of Communications Co., LTD Luxembourg Branch pour un montant hors taxes de 1 105 738 euros.

La convention de service du 1^{er} décembre 2016 entre la Banque et Bank of Communications Co., LTD Luxembourg Branch prévoit notamment la fourniture par la Banque de services dans les domaines de l'exploitation, des ressources humaines, de la comptabilité et des finances, de l'audit interne, du juridique et de la conformité, du développement commercial et du contrôle du crédit et des risques, moyennant une allocation des coûts y afférents dont le mécanisme est défini dans la convention de service.

Note 19 – Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque de l'exercice clos le 31 décembre 2017 a été de -0,67% (2016 : -0,87%). Le ratio est calculé en divisant le résultat net par le total des actifs.

Note 20 – Effectif moyen

	Effectif moyen en 2017	Effectif moyen en 2016
Haute direction	4	2
Direction	10	7
Employés	28	12
Total	42	21

Note 21 – Dirigeants

Au 31 décembre 2017, il n'existait aucun prêt, avance ou engagement de retraite au bénéfice d'un dirigeant de la Banque.

La rémunération globale des dirigeants s'est élevée à 665.718 euros en 2017 (2016 : 480.767 euros).

Note 22 – Rémunération des auditeurs indépendants

La rémunération facturée à la Banque par son cabinet d'audit indépendant et le réseau de celui-ci peut être analysée de la manière suivante :

	2017 €	2017 €
Honoraires d'audit externe	200 900	195 000
Total	200 900	195 000

Note 23 – Garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs

Le 18 décembre 2015 a été votée la loi sur l'organisation des établissements de crédit et de certaines sociétés d'investissement, et sur la garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (ci-après la « Loi »), transposant en droit luxembourgeois la directive 2014/59/EU établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 2014/49/EU relative aux systèmes de garantie des dépôts.

La garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs actuellement en place sous l'égide de l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg (AGDL) sera remplacée par un nouveau système contributif couvrant les dépôts éligibles de chaque déposant jusqu'à un plafond de 100.000 euros et les investissements jusqu'à un plafond de 20.000 euros. La Loi prévoit également que des dépôts résultant de transactions spécifiques, ou répondant à certains objectifs spécifiques, peuvent être couverts au-delà de 100.000 euros durant une période de 12 mois.

Les provisions déjà dotées par les établissements de crédit dans le cadre de l'AGDL pourront être ajustées en fonction des nouveaux critères contributifs du Fonds de résolution Luxembourg (FRL) et transférées au nouveau Fonds de garantie des dépôts Luxembourg (FDGL) en voie d'établissement.

D'ici fin 2024, la dotation du FRL doit atteindre au moins 1% du montant des dépôts couverts, selon la définition de l'article 1.36 de la Loi, de tous les établissements de crédit autorisés dans l'ensemble des Etats

membres participants. La somme doit être collectée sur la base des contributions annuelles des établissements de crédit de 2015 à 2024.

D'ici fin 2018, la dotation du FGDL doit atteindre 0,8% du montant des dépôts couverts, selon la définition de l'article 163.8 de la Loi, des établissements de crédit concernés. La somme doit être collectée sur la base des contributions annuelles des établissements de crédit de 2016 à 2018.

Une fois le niveau de 0,8% atteint, les institutions de crédit luxembourgeoises poursuivront leurs contributions pendant une période additionnelle de 8 ans afin de constituer une marge de sécurité supplémentaire de 0,8% des dépôts couverts selon la définition de l'article 163.8 de la Loi.

Aucune contribution n'était appelée en 2017 au titre du FGDL.

Note 24 – Evénements postérieurs

Depuis la clôture de l'exercice, il ne s'est produit aucun événement susceptible de modifier le contenu de ces comptes annuels.